



Référendums citoyens contre les projets extractifs en Colombie : la construction de coalitions multisectorielles pour la défense du territoire et des ressources

Julie Massal

DANS **REVUE INTERNATIONALE DE POLITIQUE COMPARÉE** 2021/3 Vol. 28 , PAGES 31 À 62
ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 1370-0731

ISBN 9782807394940

DOI 10.3917/ripc.283.0031

Date de mise en ligne : 29/05/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2021-3-page-31?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

RÉFÉRENDUMS CITOYENS CONTRE LES PROJETS EXTRACTIFS EN COLOMBIE : LA CONSTRUCTION DE COALITIONS MULTISECTORIELLES POUR LA DÉFENSE DU TERRITOIRE ET DES RESSOURCES

Julie MASSAL*

La tenue de référendums « citoyens » ou « populaires » a pris de l'ampleur, dans le cadre des mobilisations contre le modèle extractiviste, défini par E. Gudynas (2014, p. 80) « *comme un cas particulier d'extraction de ressources naturelles, caractérisé par le fait de les extraire en grandes quantités ou par des procédures de haute intensité, qui sont orientées essentiellement vers l'exportation (50 % ou plus du volume approprié), en tant que matières premières, ou avec un processus de transformation minime* ». En Amérique latine, comme ailleurs dans le monde, ce qu'on appelle désormais le néo-extractivisme (Filer & Le Meur, 2017 ; Svampa, 2019 ; Vallejo, Zamora & Sacher, 2019), est promu depuis les années 2000 par des acteurs aussi bien néolibéraux que « progressistes », sous diverses modalités¹ (Gaudichaud, Webber & Modonesi, 2019). Devant l'ampleur de ce mode de développement, la résistance au modèle extractif a progressé grâce aux alliances tissées entre des acteurs ruraux (paysans, petites organisations associatives ou corporatives de producteurs locaux) et urbains (étudiants, chercheurs, associations de citoyens, mouvements écologistes). Ces alliances hétéroclites sont dotées d'un ancrage territorial important et créent des relais à diverses échelles, au sein de multiples espaces géographiques,

* Institut Français d'Études Andines (IFEA) en Colombie, (*Umifre 17/MEAE-CNRS/UAR 3337*)
1. La différence majeure tient au degré de redistribution sociale des bénéfices issus de l'extraction, et au type de fiscalité sur ces revenus : Ulloa & Coronado (2016) ; Toro & al. (2012). Les gouvernements progressistes comme celui de R. Correa en Equateur justifient le recours à l'extractivisme en accroissant la « redistribution » sociale des bénéfices (Sanchez-Vásquez & Leifsen, 2019 ; Gudynas, 2010).

sociaux et institutionnels (Walter & Urkidi, 2015). Mais cela se produit dans un contexte marqué par une répression militaire ou policière croissante. Dès lors, les motifs qui président au recours au référendum « citoyen » méritent d'être examinés.

L'usage du référendum citoyen contre les projets extractifs s'est diffusé plus tardivement en Colombie que dans le reste du continent latino-américain, tout en s'inspirant de consultations réalisées ailleurs². Il connaît un essor net, mais bref, avec sept référendums en 2017 et deux en 2018. La réflexion proposée ici est axée sur la façon dont les acteurs sociaux s'articulent et s'organisent, en amont des consultations, pour les promouvoir, en évaluant les motifs, objectifs et discours autour desquels s'organisent les alliances qui conduisent au référendum. Bien qu'encore rare, la littérature sur les référendums colombiens (Hincapié, 2017 ; Dietz, 2018 ; Botia & Preciado, 2019 ; Castro, 2020) rejoint celle qui étudie les luttes sociales contre l'extractivisme ou pour la défense des ressources (Roa & Roa, 2017 ; Vallejo, Zamora & Sacher, 2019 ; Allain, 2019a), en mettant l'accent sur la diversité des acteurs et leur articulation. Quelles convergences produisent alors les acteurs, malgré leur diversité sociale, et sur quels enjeux peuvent-ils se retrouver lors de l'organisation du référendum ?

L'usage du référendum citoyen comme un pan de la mobilisation contestataire contre l'extractivisme reflète la complémentarité entre acteurs sociaux mobilisés et promoteurs des référendums contre les projets extractifs, dans le cas colombien. L'étude de cas montre que les référendums s'inscrivent pleinement dans les mobilisations sociales menées en amont ; partant, il convient de s'interroger sur l'interaction entre la participation citoyenne et l'action collective contestataire, et sur l'effet réciproque de ces dynamiques.

Or, la mobilisation contestataire et la participation à des dispositifs participatifs institutionnalisés sont souvent pensées comme peu compatibles, sinon antinomiques. En effet, les études de cas en Amérique latine illustrent l'impact ambivalent de la participation citoyenne sur la mobilisation sociale. L'énergie requise, le temps et les ressources nécessaires pour s'impliquer dans les multiples dispositifs participatifs tendent à détourner de la mobilisation une part des dirigeants et militants ; de plus, la cooptation directe de dirigeants, appelés à agir au niveau

2. Selon Walter & Urkidi (2015), en Amérique latine, les référendums locaux contre l'extractivisme débute en 2002 : les auteures en dénombrent 68 sur la période 2002-2012, dans cinq pays : Pérou (5 cas), Argentine (2 cas), Guatemala (57 cas), Equateur (1 cas) et Colombie (1 cas).

politique et institutionnel, affaiblit les acteurs sociaux. Ces processus rendent parfois la mobilisation et la participation peu compatibles, en fonction du type de dispositif participatif. Pourtant, l'essor des mouvements sociaux après les années 1990, période dans laquelle la démocratie participative s'est implantée (Garibay, 2015), montre que la contestation peut ressurgir après ou en parallèle de la participation ; certains acteurs comme les mouvements indiens concilient même les deux stratégies (Goirand, 2013 ; Neveu, 2011 ; Massal, 2005). Les études sur la démocratie participative (Bherer, Dufour & Montambeault, 2016) et sur l'action participative des mouvements sociaux (Goirand, 2013) sont, de ce point de vue, éclairantes sur la diversité des stratégies employées selon les contextes politiques et institutionnels latino-américains.

Lissidini, Welp & Zovatto (2014) mentionnent trois types de référendums utilisés en Amérique latine: les référendums de réforme institutionnelle et constitutionnelle, les référendums de révocation de mandats des élus et enfin ceux d'initiative citoyenne. Les référendums contre les projets extractifs restent très peu étudiés, bien qu'ils se rattachent au troisième type. Le « référendum citoyen » est perçu en Amérique latine comme une forme de participation contestataire promue par des acteurs sociaux mobilisés à l'encontre des autorités nationales (Lissidini, 2015 ; Hincapié, 2017). Mais, dans les faits, l'impact et la signification de ce mode d'action dépendent des dispositifs institutionnels ou des usages pratiques (Lissidini, Welp & Zovatto, 2014 ; Lissidini, 2015 ; Linares & Welp, 2019). Une consultation sur un projet extractif suscite un fort conflit relatif à la décision politique portant sur les ressources : les acteurs gouvernementaux estiment que le choix de l'usage des ressources du sol et du sous-sol reste du seul ressort de l'État, tandis que les opposants à l'extractivisme revendiquent le droit des populations à être partie prenante des choix qui affectent les territoires concernés par l'extraction minière. Ces obstacles peuvent amoindrir la portée contestataire du référendum d'initiative citoyenne.

Dès lors, il s'agit de comprendre comment les acteurs colombiens incorporent le référendum citoyen dans la stratégie de mobilisation anti-extractiviste, et de montrer ce qui en favorise l'usage : quels sont les facteurs conjoncturels ou structurels propices au référendum, quand la contestation s'avère éminemment risquée ? Et le référendum stimule-t-il des convergences ou remet-il en jeu des clivages sociopolitiques ? S'agissant d'une recherche en cours, il n'est pas encore possible de répondre pleinement à ces interrogations. À ce stade, nous souhaitons montrer que le référendum n'est pas conçu comme un moyen d'éviter le conflit. Le cas colombien illustre à quel point la mobilisation contestataire

et la participation au référendum d'initiative citoyenne contre des projets extractifs, sont imbriquées et complémentaires. Cette complémentarité est permise par le recadrage des discours, produit par des coalitions multisectorielles articulées autour de la défense des ressources et des territoires.

L'enquête réalisée se fonde sur trois cas de référendums³, choisis en 2019, après la collecte de sources secondaires (revue de presse, recherche documentaire)⁴ et une revue de littérature académique, afin de définir des cas comparables, mais suffisamment contrastés (Snow & Trom, 2002). La recherche documentaire permet d'identifier les acteurs en présence et leurs discours tout en retraçant les mobilisations en amont des référendums, puis de comparer les différents résultats des référendums et d'identifier les obstacles à la participation. L'étape de travail sur le terrain est toutefois freinée par le confinement strict en Colombie (20 mars-26 août 2020)⁵. Précisons que notre questionnement a évolué ; après avoir mis l'accent sur les facteurs institutionnels favorables à la tenue des référendums, comme le montre une première restitution centrée sur les trois cas d'étude choisis (Massal, 2019), la réflexion se déplace sur les mobilisations et alliances construites en amont du référendum, afin de comprendre les convergences entre des acteurs très divers, qui apparaissent comme le second facteur clef de la tenue et du succès des référendums, avec le soutien des élus municipaux déjà mis en évidence (Dietz, 2018).

Après une mise en contexte, sur le plan légal et politique, des mobilisations qui débouchent sur les référendums citoyens contre l'extractivisme, on examine les spécificités des trois cas retenus, en identifiant les acteurs, discours et modes d'action employés, afin de retracer les convergences et les alliances tissées autour de la convocation des référendums. Enfin, on s'intéresse aux résultats des référendums de 2017 et aux obstacles institutionnels, puis aux obstacles sociaux et politiques à la participation et à l'effet mitigé des référendums dans le débat sur l'extractivisme.

3. La présentation des cas et des sources utilisées sera détaillée dans la 2^e partie.

4. La recherche documentaire bénéficie de la collaboration avec Paola Perdomo (sociologue de l'Université Nationale).

5. Les déplacements ont été interdits d'une ville ou d'une région à l'autre durant plus de 5 mois. Les entretiens à distance sont difficiles à réaliser pour des raisons de sécurité ou bien faute d'électricité ou d'internet dans de nombreuses régions.

Des référendums contre l'extractivisme organisés dans un contexte politique incertain

Le contexte colombien présente un caractère politique incertain, pour deux raisons. La première tient au fait que le processus de paix en cours depuis 2016 n'a pas éliminé les facteurs de violence sociale et politique qui perdurent, voire s'aggravent dans de nombreuses régions, rendant la mobilisation fortement risquée, tout particulièrement sur des enjeux environnementaux. La seconde tient au fait que le cadre législatif et juridique entourant la réalisation des référendums est contradictoire et en constante évolution. Après une ouverture institutionnelle entre 2015 et 2018, la fenêtre d'opportunité se referme. Quelques éléments de contexte illustrent cette situation.

L'essor des référendums populaires : un cadre légal ambivalent (2015-2018)

Dans la Constitution (1991), la Colombie reconnaît l'usage du référendum, réglementé par la Loi Nationale de Participation (Loi 134/1994 ; art. 50-57), dont les effets sur le degré de participation sont modestes (Huerta et al., 2000 ; Velásquez & González, 2003). En 1994, la loi 136 (art.33) autorise les municipes⁶ à convoquer un référendum lorsqu'est en jeu un projet économique qui affecterait l'usage du sol ou modifierait des usages, coutumes ou pratiques culturelles. Pourtant, lorsque deux premiers référendums « citoyens » contre l'extraction minière ont lieu en 2013, les maires qui les convoquent font l'objet de sanctions disciplinaires (Hincapié, 2017). Sans effet légal, ces consultations restent une référence symbolique et témoignent d'une mobilisation locale croissante contre le modèle extractiviste dans la décennie 2010.

C'est la loi 1757 de 2015⁷ qui favorise l'usage du référendum en rendant le résultat contraignant pour les autorités locales. Cette loi ouvre la possibilité aux citoyens de convoquer le référendum par la collecte de signatures, avec l'assentiment du conseil municipal. Les

6. La Colombie compte 32 départements et 1103 municipes, pour un territoire grand comme deux fois la France. Les municipes correspondent aux villes ou agglomérations et englobent les communes ou des sous-divisions microlocales (comme les « veredas » en milieu rural).

7. Loi 1757 (2015): http://www.secretariasenado.gov.co/senado/basedoc/ley_1757_2015.html, consultée le 28 février 2020.

autorités municipales peuvent également influencer sur le contenu de la question posée. Une fois convoqué, le référendum, pour être valide, doit impliquer la participation d'au moins 33 % des inscrits, soit davantage que pour un référendum national, dont le seuil est 25 %. Le soutien à l'organisation de référendums par les pouvoirs locaux est confirmé par la Cour constitutionnelle en 2016⁸, qui argue que « *les entités territoriales 'ont la compétence pour réguler l'usage du sol et garantir la protection de l'environnement, même si exercer cette prérogative implique d'interdire l'activité minière'* » (Hincapié, 2017, p. 53). Pourtant, la Cour Constitutionnelle opère un revirement, le 10 octobre 2018 (sentence SU-095/2018)⁹, en considérant désormais que les référendums locaux ne peuvent pas porter sur l'usage des ressources du sol et du sous-sol, puis en déclarant inconstitutionnel l'article 33 de la loi 136 (1994) en février 2019¹⁰. Ce revirement¹¹ s'inscrit dans un contexte marqué par le poids accru des acteurs privés multinationaux et nationaux, visible durant le débat parlementaire portant sur le *Plan National de Développement* (PND) (2018-2022). Cela se traduit par l'augmentation des recours juridiques des entreprises privées à l'encontre de certains référendums organisés ou prévus¹².

En outre, il existe des tensions entre plusieurs législations, générant une confusion sur le droit en vigueur. Les textes réglementant l'activité minière (codes miniers de 2001 puis 2010) se heurtent d'une part aux normes de protection de l'environnement et des écosystèmes, et d'autre part aux modalités de participation dans les entités territoriales locales et les territoires ethniques (Fierro, 2012 ; Fuentes, 2012). Ces tensions accentuent la faible lisibilité du droit en vigueur, et le retour des restrictions légales en 2018 empêche la tenue de nouvelles consultations ou limite l'application des référendums réalisés. Le contexte politique et

8. Sentence T-445, C.C, 19-12-2016 : <http://www.corteconstitucional.gov.co/relatoria/2016/t-445-16.htm>, consultée le 25 mars 2020.

9. Cf. l'analyse proposée par DeJusticia (UN) : « Solicitud de nulidad interpuesta contra la sentencia SU-095 de 2018 » : <https://www.dejusticia.org/solicitamos-la-anulacion-de-la-sentencia-que-le-pone-limites-a-las-consultas-populares/>, consultée le 25 mars 2020.

10. Pour une analyse : « Intervención ciudadana del Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad en el proceso de constitucionalidad D-0012311 que revisa la demanda interpuesta por G.F. Reyes González contra el artículo 33 de la Ley 136 de 1994 » (23 février 2018) : <https://www.dejusticia.org/nuestros-temas/justicia-ambiental/litigios-justicia-ambiental/page/2/>, consultée le 25 mars 2020.

11. Un changement du mode de composition de la Cour a lieu suite à des réformes judiciaires, ce qui modifie sa vision sur le thème de l'extractivisme.

12. DeJusticia examine certains recours : <https://www.dejusticia.org/nuestros-temas/justicia-ambiental/litigios-justicia-ambiental/page/2/>, consulté le 25 mars 2020.

légal s'avère donc contraire à l'usage du référendum, hormis durant une brève période (2015-2018).

Mais l'essor des référendums en 2017 ne tient pas à cette seule fenêtre d'opportunité, qui en facilite la tenue, mais n'en explique pas le motif. C'est bel et bien grâce à une mobilisation de longue haleine que les référendums ont pu avoir lieu.

La construction d'alliances multisectorielles contre l'extractivisme

En Colombie, on dénombre près de 130 conflits sociaux-environnementaux en 2020¹³, essentiellement liés au modèle extractiviste. Les acteurs sociaux opposés à ce modèle regroupent des paysans, écologistes, étudiants et des secteurs académiques. La mobilisation paysanne d'abord focalisée sur des enjeux fonciers classiques s'oriente vers la dénonciation de l'exploitation des ressources naturelles (forestières, hydrauliques, agricoles, fossiles) par les entreprises nationales et multinationales. La culture de produits d'exportation (élevage bovin, riz, fruits exotiques, minéraux, coca), au détriment de l'agriculture vivrière, est également mise en cause (Gutiérrez & Zuluaga, 2012). Les mobilisations paysannes sont soutenues par les étudiants et les organisations de défense des « droits civiques » mobilisés pour un meilleur accès aux services sociaux (écoles, dispensaires de santé) dans les régions les plus pauvres (Jaramillo, Parrado & Edson, 2019). Toutes ces luttes se rejoignent sur une volonté croissante des populations de définir les usages du territoire et des ressources en fonction des besoins et des histoires locales, ce qui alimente le refus du modèle de développement extractiviste, uniforme et imposé (Gutiérrez, 2018 ; Ulloa & Coronado, 2016 ; Toro, Fierro, Coronado & Roa, 2012). La mobilisation contre le modèle extractif s'intensifie et se diversifie en articulant paysans, étudiants, populations urbaines, avec l'appui de certains pouvoirs locaux (Dietz, 2018). Le soutien des acteurs académiques s'amplifie, notamment au sein de centres de recherche spécialisés sur les conflits sociaux-environnementaux et proches des militants (Allain, 2019a ; Roa & Roa, 2017 ; Castro, Hogenboom & Baud, 2015 ; Saade, 2013 ; CINEP, 2012).

13. Selon l'EJA (*Environmental Justice Atlas*) : <https://ejatlas.org/country/colombia> (consulté le 31 mars 2020).

Le discours en faveur d'une « justice environnementale » prend de l'essor dans le milieu académique, militant ou associatif, ce qui se traduit par le refus de l'appropriation des ressources naturelles. Ce discours écologiste s'affirme depuis le début des années 2010, avec la lutte contre un projet d'extraction d'or dans le Páramo de Santurbán (Département Santander), en se fondant sur la législation protégeant le « páramo », un écosystème andin particulièrement fragile, où se situent d'importantes sources d'eau et une réserve de biodiversité. La défense de l'eau articule la mobilisation pour le Páramo de Santurbán, et inspire d'autres mobilisations contre l'extractivisme minier.

Mais cette mobilisation écologiste et paysanne rencontre aussi une répression de plus en plus forte, dans un contexte de conflit qui se traduit par l'emprise plus ou moins étendue d'acteurs armés sur le pouvoir local (Grajales, 2017). Aujourd'hui, malgré l'accord de paix avec la guérilla des Farc (2016), le conflit armé perdure puisque divers groupes armés¹⁴ sont en compétition pour le contrôle du territoire, des populations et des ressources. Or, la mobilisation sociale sur les enjeux environnementaux remet en question les rapports de force économiques et politiques issus du conflit armé (Global Witness, 2019 ; ICG, 2019 ; CINEP-CCJ-IEPRI-UN, 2018). Elle s'avère donc dangereuse, en particulier pour les acteurs écologistes, paysans et ruraux¹⁵ : le refus de l'extractivisme est souvent associé sur le terrain aux luttes pour les droits de l'homme et en faveur de la redistribution des terres prévue par le processus de paix, autant de sujets qui exposent les activistes à la répression (CCJ-IEPRI-CINEP-UN, 2018). Cela restreint et façonne les modalités de participation, qui dépendent de ce contexte violent (FIP, 2017).

Face à cette violence, les acteurs paysans recherchent des espaces de débat pour négocier le modèle de développement. L'alliance construite pour promouvoir des référendums est-elle de nature à favoriser ce débat, et permet-elle d'apaiser les conflits autour de l'extractivisme ? Pour mieux comprendre le rôle joué par le recours au référendum dans la mobilisation, l'étude de cas examine les acteurs, discours et motifs entourant trois référendums. C'est à la lumière de contextes spécifiques

14. Il s'agit de la guérilla « Armée de Libération Nationale » (ELN), mais aussi de groupes dissidents des Farc, et de multiples groupes d'ascendance paramilitaire, liés aux acteurs mafieux et criminels impliqués dans le narcotraffic.

15. En 2018, la Colombie se situe au 2^e rang mondial parmi les pays les plus dangereux pour les activistes environnementaux, avec 24 militants écologistes assassinés dans ce pays, sur un total de 164 au niveau mondial, selon Global Witness : Rapport « Ennemis de l'État ? » (juillet 2019) : file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/Enemigos_del_Estado_ZjmrXWS.pdf, consulté le 7 juin 2020.

que l'on comprend l'imbrication des enjeux environnementaux, sociaux, économiques et culturels des référendums.

Mobilisations convergentes autour des référendums contre l'extractivisme : défense du territoire et des ressources

Aucun des référendums qui se sont tenus depuis 2013 n'aurait pu avoir lieu sans le soutien des pouvoirs locaux puisque ceux-ci doivent valider la collecte de signatures, formuler la question posée et organiser le référendum en termes logistiques (Dietz, 2018 ; Hincapié, 2017). Mais les études conduites n'ont pas assez insisté sur le rôle des acteurs sociaux dans l'organisation des référendums. Les trois référendums choisis, ceux de Cajamarca et Cabrera en 2017 et Fusagasuga en 2018, illustrent le rôle clef des alliances entre acteurs sociaux et la recherche de soutiens et d'alliés à divers niveaux, du microlocal au régional, voire au national. Les trois cas ont en commun de se situer dans des zones marquées par des mobilisations sociales reconnues, mais aussi très peuplées et riches en ressources naturelles et agricoles. Il s'agit donc d'identifier les acteurs qui promeuvent les référendums en examinant les alliances tissées et en précisant les discours mobilisateurs et les modes d'action employés.

Les cas retenus sont très diversement documentés, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, ce qui rend certains aspects difficiles à comparer. Ainsi, le cas de Cajamarca est l'un des plus étudiés et référencés, tandis que celui de Fusagasuga est le moins analysé. L'étude des sources de presse et des études de cas disponibles sert de base à l'analyse discursive (Johnston, 2002), afin de répertorier les discours et modes d'action. L'analyse de la presse « mainstream » (quotidiens « El Tiempo », « El Espectador ») et « alternative » (les sites « Contagio Radio », « Pacifista »)¹⁶ révèle une couverture des conflits miniers en progression en 2017-2018, mais très inégale selon les sources.

16. La presse alternative émerge au début de la décennie 2010, renforcée par les secteurs académiques investis dans l'étude de l'extractivisme. Des sites de divulgation de la recherche tels que « Verdad Abierta » (Verité ouverte), « Razón Pública » (Raison Publique) ou « La Silla Vacía » (La Chaise Vide), complètent la documentation.

Des référendums issus de mobilisations locales paysannes face à l'extractivisme

Les référendums de Cajamarca (Tolima, 26 mars 2017) et Cabrera (Cundinamarca, 26 février 2017) résultent de processus de mobilisation locaux qui ont pu se saisir des bénéfices de la loi 1757/2015 en faveur des référendums d'initiative citoyenne. À Cajamarca, dès l'annonce de la phase d'exploration de la mine « La Colosa » par l'entreprise AngloGold Ashanti en 2007, la mobilisation s'organise. Cette mine à ciel ouvert, supposée contenir l'un des dix plus grands gisements d'or mondiaux, est située dans la Zone de Réserve Forestière, dont s'écoulent de nombreuses rivières qui alimentent l'essentiel des villes et villages et des terres de la région, ainsi que la culture du riz. Ce projet d'exploration est dénoncé pour son impact environnemental et économique sur la population paysanne et rurale alentour et freiné par la mobilisation, articulée autour de la défense de l'eau. Le précédent du référendum de Piedras en 2013 (proche de Cajamarca), où la population a rejeté le projet de « La Colosa » à 92,2 %, constitue un référent symbolique mobilisé pour encourager la mobilisation dans la région et au-delà (Hincapié, 2017).

Cabrera (Cundinamarca) est une communauté paysanne reconnue pour l'obtention du statut de Zone de Réserve Paysanne (ZRC), au terme d'une lutte très réprimée. Le statut de ZRC octroie un droit de contrôle à la communauté sur un territoire délimité, des prérogatives pour définir son projet de développement, et fait de cette instance un interlocuteur incontournable pour les autorités locales. Le Páramo de Sumapaz, zone où se situe la ZRC de Cabrera, constitue un écosystème andin stratégique, car il alimente en eau les départements de Cundinamarca et Tolima et la capitale Bogotá. La communauté de Cabrera s'oppose donc à l'extraction de pétrole et à la construction de 14 microcentrales hydro-électriques (notamment le projet « El Paso ») sur la rivière Sumapaz. Selon les organisations locales, la région est suffisamment dotée en ressources énergétiques et ses priorités sont plutôt alimentaires, dans cette région fertile qui approvisionne la capitale Bogotá. Tout projet extractif aurait donc des impacts sur le plan agricole, alimentaire et écologique (Botia & Preciado, 2019).

Le cas de Fusagasuga (Cundinamarca, sud-ouest de Bogotá), est un peu différent puisqu'il s'agit d'une ville de 145 000 habitants. La population redoute l'extraction minière à grande échelle, l'extraction de pétrole et la fracturation hydraulique pour l'obtention de gaz de schiste, autant de modes d'extraction envisagés dans ces espaces peuplés. Le

référendum de Fusagasuga, qui s'est tenu le 21 octobre 2018, juste après la décision de la Cour Constitutionnelle (10 octobre 2018) d'interdire aux entités locales d'organiser des référendums portant sur l'usage du sous-sol, n'a pu avoir lieu que grâce aux soutiens mobilisés et à l'alliance construite avec les acteurs académiques.

***Panoplie d'actions collectives, légales et festives :
extension des discours et recherche d'alliés***

Dans les trois cas, les référendums ont lieu après plusieurs années de mobilisations, organisées par une nébuleuse d'acteurs locaux, régionaux et parfois nationaux. Les mobilisations mêlent plusieurs registres, simultanément ou successivement, en vue d'élargir leurs soutiens et de constituer des alliances à diverses échelles (tableaux 1a, 1b et 1c). On distingue des modalités d'action contestataire, légale et festive. Cela traduit une stratégie d'extension et d'amplification des discours (Snow & Benford, 1988), avec des revendications diversifiées afin de capter des soutiens élargis sur le plan régional et national. En outre cela permet d'interpeller les autorités et d'informer ou sensibiliser les populations locales.

En premier lieu, *les actions collectives à visée contestataire*, comme la marche ou le « plantón » (sorte de sit-in), sont utilisés par les organisations locales, paysannes, écologistes et « citoyennes », en lien avec des associations culturelles ou sportives. C'est le cas à Cajamarca où se rejoignent diverses organisations sociales, des acteurs académiques, des autorités locales. Des producteurs locaux engagés dans une agriculture « bio » ont aussi obtenu le soutien de l'entreprise colombienne de restauration Crepes & Waffles, qui achète leur production « d'arracacha » (sorte de tubercule connue comme la pomme de terre-céleri) pour favoriser cette culture locale, comme alternative en faveur du développement régional (Tableau 1a).

En deuxième lieu, *les actions légales* sont organisées soit en amont pour obtenir des informations sur le projet extractif, soit plus tardivement pour empêcher les projets en cours. À Cajamarca, cela permet de freiner le projet de mine d'or dès 2007. Rappelons qu'en Colombie les deux principaux recours légaux sont d'une part, « le droit de pétition » (« derecho de petición ») qui consiste à exiger une réponse écrite à une question ou une demande d'information adressée à une institution, l'absence de réponse pouvant enclencher un recours légal ; et d'autre

part la « tutelle » (« tutela »), procédure de recours contre une action administrative pour en dénoncer le caractère illégal. Leur usage n'est pas en soi la marque d'une action contestataire ; ces instruments légaux sont aussi utilisés par les acteurs privés et les entreprises minières pour rejeter les résultats ou empêcher la tenue du référendum. Mais le recours à la justice des opposants au projet extractif, entrepris avec le soutien de la communauté académique qui sert de relais et de vecteur d'informations, constitue une ressource de mobilisation souvent décisive, surtout quand les autorités municipales font l'objet de pressions adverses, comme à Fusagasuga. Ce référendum a bien failli ne pas avoir lieu devant le refus des autorités nationales de le financer¹⁷. Le groupe de recherche de l'Université Nationale « Études pour les territoires de paix » (Terrepaz), unissant chercheurs et activistes, dépose alors une tutelle au Tribunal Administratif de Cundinamarca (TAC), pour obtenir le financement national du référendum. La loi 1757 de 2015 autorise la mise en œuvre des référendums par les autorités municipales, sans exiger que cela soit financé sur des fonds locaux. Le TAC fait ainsi valoir l'égalité des droits des citoyens pour l'accès au référendum, le manque de ressources municipales ne pouvant donc lui être opposé. Cela permet d'obtenir une levée de fonds au niveau national (13 août 2018) pour réaliser la consultation à Fusagasuga¹⁸ (Tableau 1c).

Enfin, en complément des actions légales et des actions collectives, les promoteurs des référendums organisent des activités culturelles et festives, tels une foire paysanne ou un festival de ciné-documentaire contre le projet de centrale hydroélectrique « El Paso » sur la rivière Sumapaz. Ces activités sont étroitement mêlées aux actions collectives, l'objectif étant à la fois de mieux faire connaître les actions menées auprès des populations locales et d'informer sur la réalité des communautés paysannes, y compris au-delà du territoire concerné. Les « promenades écologiques » sont aussi promues, auprès de la population à Bogotá, pour faire comprendre par exemple le rôle écologique du Páramo de Sumapaz. Le lien ville-campagne est mis en avant par des paysans qui tentent la vente directe de leur production à Bogotá, tendance encore accentuée durant la pandémie en 2020. Autant de sujets qui sont peu à peu incorporés à une réflexion des acteurs locaux sur leur rôle social, avec leurs soutiens urbains. Enfin, un objectif commun aux différentes

17. *El Espectador* (21-10-2018) : « Fusagasugá (Cundinamarca) le dijo No al petróleo y la minería » : <https://www.elespectador.com/noticias/medio-ambiente/fusagasuga-cundinamarca-le-dijo-no-al-petroleo-y-la-mineria-articulo-819245>

18. *El Espectador* (28-09-2018) : « Terrepaz : El regreso de las consultas populares » : <https://www.elespectador.com/noticias/judicial/el-regreso-de-las-consultas-populares-articulo-814187>

actions est de dénoncer les pressions extérieures en faveur du projet extractif, notamment de la part des entreprises envers les populations affectées, pressions souvent insidieuses et peu visibles (Tableaux 1a, 1b et 1c).

Ces modalités d'action illustrent le rôle clef des coalitions amples et structurées au niveau local, régional et national, et des relais obtenus auprès des instances législatives ou judiciaires surtout grâce à la communauté académique, qui sert à la fois de relais et d'alliée sur le terrain. Le relais passe par des chercheurs engagés ou des centres de recherche spécialisés sur les conflits socio-environnementaux, tel l'Observatoire des Conflits Environnementaux (OCA) de l'Institut d'Études Environnementales (IDEA), à l'Université Nationale. Ceux-ci servent à donner de la visibilité aux luttes sociales, grâce à un travail de veille et de diffusion d'informations de presse et leurs propres rapports d'enquête. Dans un rôle plus nettement académique, tout en affichant leur soutien aux militants, le Centre de Recherche et d'Éducation Populaire (CINEP) ou le centre DeJusticia, à l'Université Nationale, développent des études sur la justice environnementale et contribuent à structurer certains arguments. Mais ils veillent à ne pas se substituer aux acteurs locaux, qui refusent la « mainmise » des acteurs académiques sur leurs propres visions de la lutte¹⁹. La relation entre militants et chercheurs se veut le plus horizontale possible, les militants refusant une vision extérieure qui s'imposerait à eux, même s'ils ne sont pas des militants professionnalisés ou des experts de leur propre pratique comme ceux qu'a décrits Ollitraux (1996). Les chercheurs, bien que parfois militants eux-mêmes, ne jouent donc pas un rôle d'experts ou de traducteurs à proprement parler, même si ce sont eux qui emploient et diffusent le concept de « justice environnementale » en milieu académique²⁰. En outre, certains groupes de recherche comme « Terrepaz », présent à Fusagasuga et dans la région du Sumapaz, engagent la tutelle pour obtenir la réalisation et le financement du référendum de Fusagasuga (Castro, 2020, p. 187-189). Les soutiens académiques (comme DeJusticia) permettent enfin de relayer auprès des instances administratives ou judiciaires les recours des acteurs locaux et de dénouer certains conflits, face aux obstacles institutionnels présents lors du processus d'organisation du référendum. DeJusticia diffuse aussi de l'information sur les recours et les textes en vigueur. D'autres acteurs universitaires ou des think tanks privés ou semi-privés, comme l'Institut d'Études pour

19. Comme nous avons pu le constater au sein de l'Université nationale dans nos échanges avec les étudiants engagés, ou lors de nos enseignements.

20. Entretien avec Gregorio Mesa, professeur de droit à l'Université Nationale (avril 2020).

le Développement et la Paix (Indepaz) qui soutient la mobilisation à Cajamarca, contribuent à tisser des réseaux de solidarité internationale ou nationale sur des thèmes comme « oui à la vie, non à la mine ». Les étudiants de l'Université Nationale et d'universités régionales sont aussi des protagonistes majeurs des mobilisations.

Tableau 1. Synthèse des alliances et coalitions des acteurs dans les trois cas d'étude²¹

1A. CAJAMARCA (Opposition à la Mine d'or de *La Colosa*)

Type d'acteur	Acteur	Actions
Autorités locales et régionales	CORTOLIMA (Corporation Autonome Régionale du Tolima)	2009 : suspension préventive des activités d'exploration de l'entreprise AngloGold Ashanti
	Conseil Municipal Cajamarca	Août 2016 : vote (8 pour/3 contre) la convocation d'un référendum populaire sur le projet minier 27 Avril 2017 : en vertu du référendum, rejet de l'activité minière à Cajamarca
	Gouverneur Département du Tolima (2009)	Demande de création d'une commission de haut niveau avec des experts environnementaux pour étudier le projet minier
Autorités nationales	Parlementaires	Solliciter l'annulation de la licence minière
Principaux promoteurs sociaux du référendum	<i>Groupes sociaux divers</i> : Paysans, syndicats locaux travailleurs du secteur minier ; fonctionnaires	2009 première mobilisation départementale contre la mine : « Camino a Cajamarca » Débats sur l'extraction, le développement régional
Communauté académique	Institut d'Études pour le Développement et la Paix (INDEPAZ)	Collecte de signatures pour la suspension de La Colosa ; Soutien à la campagne internationale « oui à la vie et non à la Mine » avec d'autres pays (Chili, Bolivie, Argentine, Equateur)
	Étudiants, enseignants (Univ. Tolima)	Depuis 2003 création du Collectif Alternative
Soutiens	Crepes & Waffles	L'entreprise de restauration soutient les petits producteurs d'arracacha, à Cajamarca

Élaboration : Julie Massal.

21. Elaborés à partir des études de cas sur Cajamarca (Dietz, 2018 ; OCA, 2017) et Cabrera (Botia & Preciado, 2019) et de la presse locale et nationale.

1B. CABRERA (Opposition au projet hydro-électrique “El Paso”)

Type d'acteur	Acteur	Actions
Autorités locales et régionales (Cabrera et villes alentour)	Conseil et Junta d'Action Comunale (JAC) de Cabrera	28 août 2015 : Assemblée générale (« Cabildo abierto ») Promotion de l'auto-alimentation communautaire et paysanne
	Candidats à la mairie de Cabrera (divers partis)	Refus des mini-centrales hydro-électriques Soutien au Plan de Développement Sostenible de la Zone de Réserve Paysanne (ZRC) de Cabrera
	Municipes voisins de Cabrera	Appui aux communautés des villages (2015)
Acteurs de la société civile et populations	Comité Régional pour la Défense de l'eau, la vie et la permanence sur le territoire Comité d'impulsion de la Zone de Réserve Paysanne (ZRC) de Cabrera	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif: Soutenir le <i>Comité Régional pour la Défense de l'eau, la vie et la permanence sur le territoire</i> • Revendications : défense du territoire/ économie paysanne <u>Marche écologique</u> depuis Cabrera jusqu'à la Vereda Bajo Ariari (2 août 2015) <u>Projet vidéo « En défense de la rivière Sumapaz »</u> 11 sept. 2015: Forum pour l'eau, la vie et la permanence sur le territoire. Défense de la ZRC comme une figure juridique en faveur des droits des paysans

Élaboration : Julie Massal.

1C. FUSAGASUGA (Opposition à l'exploitation hydraulique, minière et fossile à grande échelle)

Type d'acteur	Acteur	Actions
Autorités locales et régionales	Juge Administratif (Juzgado 53 Administrativo de Bogotá)	Valide la Tutelle présentée par Terrepaz : (art. 33 de la ley 1757 de 2015) : le financement doit être national
	Mairie	Convocation du référendum du 21 octobre 2018, en lien avec les comités de vigilance et municipal, pour « protéger la richesse hydrique » du pays et du municipe
	Conseil Municipal & Junte d'Action Communale (JAC)	Intérêt pour le collectif « De l'eau oui, du pétrole non » Soutien à la défense de l'eau et contre l'exploitation pétrolière
Autorités nationales	Budget Public National	Approuve le financement du référendum de Fusagasugá
Acteurs de la société civile et populations	Comités de soutien pour le Non	Défense de « l'ecoregion del Sumapaz » / Pédagogie « sur le rôle décideur du peuple » (Terrepaz, 2018)
Communauté académique	« Territoires de Paix » (Terrepaz/ UN)	Coordination de dirigeants communautaires à Fusagasugá Tutelle qui allègue la violation du droit à la participation et à l'égalité

Élaboration : Julie Massal.

Convergences discursives autour de la défense des ressources et des territoires

À travers les trois cas d'étude, on voit se dessiner différents discours qui associent préoccupations liées au mode de vie paysan, enjeux environnementaux et impacts sociaux sur les populations rurales et urbaines affectées par l'extractivisme. Cela facilite le rapprochement des acteurs paysans, écologistes et académiques, situés à diverses échelles, et partant, l'articulation des discours, déjà visible dans les modes d'action utilisés pour sensibiliser des publics locaux et régionaux diversifiés.

Il s'agit de dénoncer les multiples effets des projets extractifs, qui concernent plusieurs ressources à la fois, notamment à Cabrera et Fusagasuga : sur le plan écologique et économique, l'extraction utilise

massivement des ressources rares (terres, eau), les détruit (l'élevage extensif accroît la déforestation) et les contamine (eau, sol, air), limitant ainsi d'autres activités économiques. Sur le plan social et culturel, le projet extractif détourne les populations vers la mine, modifiant l'économie familiale et les modes de vie qui en découlent. Ces effets sont dénoncés par les paysans et familles dépendant de l'économie agricole, mais aussi les défenseurs de l'environnement opposés à la destruction des espaces et ressources naturelles. Parmi les différents registres argumentaires identifiés lors des mobilisations extractivistes (CINEP, 2012 ; Dietz, 2018), deux principaux sont utilisés pour justifier la tenue des référendums contre les projets extractifs, dans les cas étudiés ici.

Le premier argumentaire se focalise sur le droit des populations locales à vivre dans un *environnement sain* sur le territoire concerné. Sur le plan écologique, c'est la défense des ressources naturelles qui le structure. En effet, il promeut la protection des ressources naturelles non renouvelables, en particulier l'eau, contre la pollution engendrée par l'activité minière. Ce discours est nettement présent à Cajamarca : c'est le « Comité Régional pour la défense de l'eau, du droit à la vie et à la permanence sur le territoire » qui articule la mobilisation et soude les résistances locales contre le projet de mine d'or. Cela permet d'associer des acteurs très divers, au-delà même de l'échelon local, notamment les corporations autonomes régionales²² comme la CORTOLIMA à Cajamarca. À Cabrera, le rejet des centrales hydroélectriques, en raison de l'impact des installations sur le cours de la rivière et la disponibilité de l'eau, est en lien avec la priorité accordée à la revalorisation du développement agricole et de l'économie paysanne, plutôt qu'aux besoins énergétiques.

Le deuxième argumentaire est axé sur le *droit à la vie*, tout en étant fortement relié au discours sur l'environnement sain, puisque la vie dépend étroitement de l'eau. Il s'agit de valoriser la sauvegarde de la terre (en tant qu'outil de production) ou du territoire (en tant qu'espace habité), en revendiquant la disponibilité de terres ou de ressources (eau) pour d'autres activités que l'extraction. La défense de l'eau implique celle d'un mode de vie et de production et celle d'un territoire qui dépend de l'économie paysanne et familiale. La défense du territoire

22. Le nom complet est « corporation autonome régionale et de développement soutenable ». Réformées par la loi 99 (1993), de caractère public, les CAR contribuent au développement régional en prenant en compte la protection de l'environnement et des ressources. Pour une présentation détaillée : Reseña Histórica | CAR.

suppose aussi la perpétuation d'un mode de vie, de cultures et de traditions associées à l'économie locale, valorisées dans les actions culturelles et festives qui accompagnent la mobilisation et la promotion du référendum. Là aussi, une convergence est tissée pour construire des alternatives de développement diversifiées, sur un territoire menacé ou dans un écosystème fragilisé. Ce discours est porté par les groupes écologistes promoteurs de droits, les étudiants, mais aussi des promoteurs de la diversité culturelle et des traditions locales. À Fusagasuga, le groupe de recherche Terrepaz est l'un des protagonistes qui articule les demandes écologistes, la défense du territoire et de l'économie locale (Castro, 2020).

Ces deux discours s'entremêlent donc. Les acteurs paysans ont plutôt tendance à valoriser les modes de vie et de production traditionnels, et les écologistes à insister sur les effets environnementaux, même s'il existe une forte imbrication des effets. Le registre argumentaire conjugue ainsi la défense de la vie, de l'eau, du choix du modèle de développement local, la défense du territoire et de l'habitat, du mode de vie et des traditions culturelles. Le référendum populaire devient alors le moyen de faire valoir le droit de décider de l'usage des ressources, et stimule la demande de participation au processus de décision sur le mode de développement et sur la vocation des territoires à accueillir tel ou tel type d'activité en fonction de leur histoire. Ainsi, les acteurs impliqués dans la convocation des référendums conjuguent les arguments centraux des mobilisations anti-extractivistes (tableau 2).

Dans les trois cas, l'économie locale est défendue par des populations qui promeuvent un « autre mode de développement » et dénoncent les impacts sociaux sur les territoires occasionnés par les projets extractivistes, avec des déclinaisons locales spécifiques. Écologistes, paysans et étudiants constituent les principaux protagonistes autour desquels s'agrègent des organisations microlocales multiples, elles-mêmes positionnées dans divers réseaux, locaux, régionaux ou nationaux, voire internationaux (Allain, 2019b).

Tableau 2. Synthèse des cas étudiés :
mobilisation pour la convocation du référendum

	Cajamarca	Cabrera	Fusagasuga
Acteurs	Paysans/étudiants/ élus locaux	Paysans (ZRC)/ population régionale rurale	Population urbaine; élus locaux
Soutiens	Maire, gouverneur et élus régionaux ; communauté académique	Écologistes ; population urbaine (Bogota) ; communauté académique (étudiants)	Écologistes ; étudiants ; communauté académique (Terrepaz)
Discours	Défense de l'eau, de la vie et permanence sur le territoire/économie familiale	Défense ZRC/ devpt soutenable local/ environnement/ Économie paysanne et familiale	Défense de l'eau/ écorégion sumapaz/ participation + égalité
Actions	Recours juridiques Marchés /forums locaux	Marchés paysans, vidéo sur le projet el Paso (hydroélectricité) Promenades écologiques	Recours juridiques; comités locaux (diffusion/débat)
Ressources	Élus nationaux/ entreprise C&W	Élus locaux et régionaux	Soutien juridique via universités (Dejusticia)

Élaboration : Julie Massal.

Le rejet des projets extractifs et les obstacles à la mise en œuvre des référendums

Comme le souligne Dietz (2018), les répercussions des référendums contre les projets extractifs, notamment sur le plan politique, restent peu étudiées. Il s'agit ici d'évaluer les résultats en termes de participation et les obstacles à cette participation. L'impact mitigé des référendums sur le débat relatif à l'extractivisme est cependant notoire. L'impact sur les mobilisations elles-mêmes devra être approfondi ultérieurement, en raison des restrictions d'accès au terrain en 2020.

Le rejet massif des projets extractifs

Dans les sept référendums qui ont eu lieu en 2017 parmi lesquels ceux de Cajamarca et Cabrera, mais aussi à Fusagasuga (2018), le résultat illustre la très franche opposition au projet extractif, ainsi qu'une formulation

de la question très explicite, ce qui reflète le fort soutien du conseil municipal, investi directement dans la formulation de la question. Bien que très encadrée sur le plan législatif, la formulation résulte aussi de négociations entre les élus municipaux et les acteurs mobilisés pour le référendum, dans un contexte de forte division des acteurs locaux, soumis à de multiples pressions tout au long de l'organisation de la consultation, pressions décrites plus loin.

Le ton de la question, explicitement opposé au projet extractif, s'avère encore plus comminatoire dans les trois cas observés. C'est notoire à Cajamarca: « *Êtes-vous d'accord Oui ou Non pour que dans le municipe de Cajamarca on réalise des projets d'activités minières ?* ». Ceux de Cabrera se voient également consultés en ces termes : « *Êtes-vous d'accord OUI ou NON que dans le municipe de Cabrera comme Zone de Réserve Paysanne soient réalisés des projets miniers et/ou hydroélectriques qui transforment ou affectent l'usage du sol, de l'eau et la vocation agricole du Municipe !?* ». Enfin, à Fusagasuga, la question posée est la suivante : « *Êtes-vous d'accord, oui ou non, que dans le Municipe soient réalisées des activités d'exploration, de perforation, et de production d'hydrocarbures, de fracking et d'extraction minière à grande échelle ?* ». La formulation garantit une certaine participation, car elle incite davantage les opposants au projet extractif à participer que ses partisans (Dietz, 2018).

Le tableau 3 présente les résultats des référendums de 2017. Ceux-ci témoignent du rejet massif du projet extractif : à Cajamarca, le projet minier est rejeté à 97 %, avec une participation de 38.6 %. À Cabrera, les divers projets (hydroélectricité et extraction de pétrole) sont rejetés à 97,3 %, avec une participation de 43.5 %. À Fusagasuga, le projet extractif dans son ensemble (incluant divers types d'extraction fossile et minière à grande échelle et de la fracturation hydraulique) est rejeté à 99,2 %, avec une participation de 37.7 %²³. Ces résultats sont le fruit des mobilisations et des convergences construites autour des référendums. Ces convergences ne peuvent toutefois occulter l'opposition rencontrée au plan national, de la part des acteurs gouvernementaux et privés ni de fortes divisions locales dans les villes, villages et communautés. Ainsi, la participation lors des référendums peut sembler en deçà des espoirs des promoteurs du référendum, même si le résultat est un rejet massif du projet extractif.

23. Fusagasuga : Registre National d'État Civil, 2018. (Bulletin informatif).

Tableau 3. Résultats des référendums populaires sur les projets extractifs en Colombie (2017)

Département / Municipe	Formulation de la question	Date	% Participation	% Non/ total
Cundinamarca / Cabrera*	¿Está usted de acuerdo SI o NO que en el municipio de Cabrera como Zona de Reserva Campesina se ejecuten proyectos mineros y/o hidroeléctricos que transformen o afecten el uso del suelo, el agua y la vocación agropecuaria del municipio?;	26 février 2017	43,5 %	97.28
Tolima / Cajamarca*	¿Está usted de acuerdo Sí o No que en el municipio de Cajamarca se ejecuten proyectos y actividades mineras?.	26 mars 2017	38.60 %	97
Meta / Cumaral	¿Está usted de acuerdo, ciudadano cumaraleño, con que dentro de la jurisdicción del municipio de Cumaral (Meta) se ejecuten actividades de exploración sísmica, perforación exploratoria y producción de hidrocarburos?.	4 avril 2017	48.81 %	97.04
Quindío / Pijao	Está de acuerdo con que en el municipio de Pijao se desarrollen proyectos y actividades de minería de metales?	9 juillet 2017	44 %	97.76
Cundinamarca / Arbeláez	¿Está usted de acuerdo sí o no con que, en el municipio de Arbeláez, Cundinamarca, se realicen actividades de sísmica, exploración, explotación y lavado de materiales de hidrocarburos y/o minería a gran escala?	9 juillet 2017	49,3 %	98.64
Santander / Jesús María	¿Está usted de acuerdo sí o no que en la jurisdicción del municipio de Jesús María Santander, se realicen actividades de exploración y explotación minera y petrolera?	17 septembre 2017	53,02 %	97,05
Santander / Sucre	¿Está usted de acuerdo Sí o No que en la jurisdicción del municipio de Sucre Santander, se realicen actividades de exploración y explotación minera y petrolera: Sí__No__?	1 ^{er} octobre 2017	52,47 %	98.21

Élaboration : Julie Massal.

(Source: Registre National d'État Civil). * Cas inscrits dans notre étude.

Les obstacles à la participation, en amont et en aval

Le degré de participation varie, de façon marquée, d'un référendum à l'autre. La participation est certes plus élevée que le seuil minimal de 33 % (loi 1757/2015) dans les trois cas d'étude : à Cajamarca elle est de 38,6 %, à Cabrera de 43,5 % et à Fusagasuga de 37,7 %. Pour deux référendums réalisés dans le département Santander, marqué par la défense du Páramo de Santurbán, la participation est supérieure à 50 % (tableau 3).

La participation aux référendums citoyens contre les projets extractifs est donc supérieure à celle des référendums nationaux et des processus électoraux colombiens, tout en s'avérant plus faible qu'ailleurs en Amérique latine pour ce type de consultation. En effet, les résultats sont un peu plus élevés que ceux des référendums sur des enjeux institutionnels pour lesquels la moyenne de participation avoisine 32 % en Colombie, pour un seuil requis de 25 %, dans la période 1990-2003 (Zovatto, 2014, p. 55). Lors des scrutins électoraux présidentiel ou législatif, la participation dépasse rarement 50 %. (Barrero, 2013 ; Arenas, 2020 ; Romero & Cortes, 2020). Lors des élections locales, l'abstention atteint près de 40 % (Arenas, 2020). L'abstention culmine à 62.6 % au référendum sur l'accord de paix avec la guérilla des Farc, le 2 octobre 2016 et l'accord de paix est rejeté par 50.2 % des suffrages exprimés (Álvarez & Garzón, 2016, p. 2). De ce point de vue, la participation aux référendums citoyens peut sembler élevée. Mais au niveau latino-américain, elle est pourtant parmi les plus faibles, au vu des résultats de consultations populaires où la participation moyenne est de 67.6 %, à la fin des années 2000 (Zovatto, 2014, p. 56)²⁴.

C'est à Cajamarca que la participation apparaît la plus faible, en dépit d'une mobilisation jugée « emblématique », par son ampleur, contre le projet de mine d'or. Mais l'opposition au référendum est également vivace : les pouvoirs locaux sont divisés et leur position fluctue en raison des pressions qu'ils subissent, rendant ainsi la tenue du référendum incertaine et la participation plus risquée. De nombreuses régions du pays, en particulier celle du Sumapaz, sont d'ailleurs jugées « à risque ou risque critique » lors des processus électoraux (Hernandez & Echeverri,

24. La Colombie s'inscrit dans un groupe de pays où la participation à ce type de référendum est inférieure à 50 %. Les pays où elle est supérieure à 50 % sont, entre autres, l'Argentine, le Pérou ou la Bolivie. Elle est la plus élevée au Chili et en Uruguay. Toutefois Zovatto relève que la participation aux consultations populaires tend à décliner entre les années 1980 (82.5 %) et 1990 (64.3 %) avant de remonter dans les années 2000 (autour de 67 %) (Zovatto, 2014).

2018, p. 507), et la criminalité entourant l'activité minière accroît ce risque dans bien des cas.

Les obstacles à la participation relèvent donc à la fois des contextes locaux et de dimensions structurelles au niveau national. L'évaluation du degré de participation implique la prise en compte des obstacles institutionnels, à la fois légaux et financiers, en amont du référendum, comme à Fusagasuga. Il existe aussi diverses pressions exercées sur les organisateurs comme sur les électeurs. Ces pressions proviennent de trois sources : les acteurs gouvernementaux et électoraux comme le Registre National d'État Civil, organe en charge de l'organisation logistique et de la proclamation des résultats électoraux ; certains partis politiques locaux hostiles au principe de consultation populaire, et enfin l'entreprise minière elle-même. Les acteurs de l'exécutif et les partis tentent de peser pour éviter la mobilisation ou pour restreindre la participation lors du référendum et ensuite pour en invalider les résultats ou ne pas les appliquer. Les partis pèsent sur les autorités municipales avant la consultation, durant la négociation de la question posée, ou lorsque les acteurs locaux engagent des recours juridiques.

Les pressions exercées par les entreprises minières sont multiples. Elles visent les organisateurs ds référendums, mais aussi les acteurs électoraux et plus généralement tout acteur qui soutient la mobilisation ou le référendum. Les pressions directes peuvent s'exercer par divers recours judiciaires, dont les tutelles contre les entités territoriales lorsque celles-ci s'opposent à l'extractivisme de façon collective : c'est le cas dans le département du Quindío ou du Boyacá, dont les Gouverneurs ont interdit la fracturation hydraulique ou l'activité minière. En outre, les entreprises minières remettent en cause les référendums eux-mêmes, y compris lorsqu'ils ont déjà eu lieu comme à Cumaral (Meta), en avril 2017, après que le référendum a rejeté le projet d'extraction pétrolière ; ses résultats sont invalidés par la Cour Constitutionnelle, car l'entreprise pétrolière concernée introduit une tutelle au motif que la question était mal formulée, obtenant ainsi la suspension de l'application du référendum. Cette décision est à son tour contestée lors de mobilisations fin 2018²⁵.

25. *El Tiempo* (12-10-2018): « En Cumaral alistan protestas en rechazo a decisión de la Corte »: <https://www.eltiempo.com/colombia/ambientalistas-de-cumaral-responden-a-decision-de-la-corte-sobre-consultas-populares-280450>

Les pressions indirectes des entreprises ciblent l'ensemble du tissu local, pour restreindre le soutien à la mobilisation contre l'extractivisme²⁶. Cela peut être par le biais de formations professionnelles, comme l'illustre la tentative de l'entreprise AngloGold Ashanti (AGA) de créer, en lien avec l'Université d'Antioquia, un projet de diplôme professionnel (appelé « diplomado ») de courte durée afin de former de jeunes ingénieurs aux enjeux du secteur minier. Cette tentative tourne court du fait du rejet du plan d'études du « diplomado » par les autorités municipales et les acteurs mobilisés contre une mine de cuivre dans le municipe de Jericó (Antioquia). Devant cet échec, l'entreprise AGA s'efforce d'identifier ses opposants : sous couvert d'offrir des « programmes de préparation » aux principaux concours publics éducatifs pour les lycéens, elle demande au recteur d'une instance éducative de solliciter les enseignants pour que ceux-ci lui fournissent la liste des étudiants inscrits, notamment de ceux considérés comme « opposants » au projet extractif, ainsi que leurs numéros de téléphone portable ou ceux de leurs parents²⁷. Les enseignants dénoncent ces pratiques, car ce type de données peut être utilisé par des acteurs criminels au service des entreprises privées pour cibler de potentiels opposants, dans un contexte de criminalité liée à l'activité minière.

D'autres stratégies anciennes de développement territorial des entreprises existent pour faire accepter l'activité minière, analysées notamment au Pérou (Le Gouill, 2017 ; Bu Sao, 2019), mais moins étudiées en Colombie, comme les promesses de développement et de « mieux-être » (« bienestar social »). Une activiste²⁸ se remémore ainsi son enfance dans la zone de production pétrolière à Barrancabermeja lorsque son père travaillait pour l'entreprise nationale Ecopetrol, qui offrait un programme culturel et festif aux familles des employés et finançait les études de leurs enfants. L'objectif est d'acquérir une légitimité locale en faisant campagne sur le thème de la « responsabilité sociale » de l'entreprise, en arguant des bénéfices en termes d'emplois et de lutte contre la pauvreté ou de retombées économiques, afin de gagner des soutiens parmi les élus ou la population.

26. Comme le montre Le Gouill (2017) dans une étude de cas au Pérou, les entreprises ont une emprise sur la vie des habitants au quotidien, entravant toute contestation.

27. Ce que dénonce le communiqué d'une organisation sociale de la région d'Antioquia : « AngloGold Ashanti Vulnera Derechos de Niñas, Niños y Jóvenes en Jericó » : <http://coaterritoriosagrado.org/anglogold-ashanti/?fbclid=IwAR2h89f9URxfb-goimSnr2rNggCtyzzSBA> TivrcPP1M9lxKTDmVwc4QZmnQ (consulté le 16 avril 2020).

28. Entretien avec Erica, Bogotá, 6 février 2020.

Bien que de nature très diverse, les pressions utilisées contre les organisateurs des référendums et les opposants à l'extractivisme témoignent donc d'une menace plus ou moins insidieuse, pour intimider les élus, amoindrir la mobilisation, éviter la consultation ou limiter son application. Cela affecte donc la participation aux référendums.

L'impact mitigé des référendums dans le débat national sur l'extractivisme

Désormais, les mobilisations locales sur les enjeux écologiques et la défense des territoires ont une visibilité médiatique et sociale accrue grâce aux coalitions d'acteurs locaux, régionaux et nationaux, et au relais académique. Les alliances avec les acteurs urbains, politiques ou académiques, encouragent aussi des pouvoirs locaux à se prononcer contre l'extractivisme, à l'instar de départements ou villages qui se déclarent « territoires sans activité minière » (« territorios libres de minería »). Encore minoritaires, ces initiatives ont toutefois gagné en visibilité médiatique. Le débat sur la place de l'extractivisme dans le modèle de développement progresse surtout parmi les médias alternatifs et dans certains médias nationaux (*El Tiempo*, *El Espectador*), même si une systématisation de l'évolution de la couverture médiatique à ce sujet fait encore défaut.

L'avenir des référendums contre les projets extractifs reste cependant en suspens, en Colombie, les initiatives prévues ayant été freinées depuis 2018. De plus, l'effet des référendums sur les orientations politiques au plan national demeure restreint. Le modèle extractiviste constitue toujours un cap majeur du gouvernement et d'une grande partie des acteurs au pouvoir. La Cour Constitutionnelle tend depuis 2018 à restreindre l'usage et l'effet des référendums citoyens. Enfin, bien que les référendums témoignent d'un rejet massif des projets extractifs, les recours légaux retardent l'application des résultats. Dès lors, l'usage de ce mode d'action sera sans doute amené à évoluer, dans un contexte où l'ensemble du continent latino-américain voit se renforcer la demande de protection de l'environnement et la remise en cause du modèle extractif (Garavito & Baquero, 2020).

Conclusion

La mobilisation dans laquelle s'inscrit la tenue des référendums contre les projets extractifs dans le cas colombien peut sembler inattendue, à l'aune de la littérature sur la difficulté d'organiser une résistance face à l'exploitation minière (Le Gouill, 2017 ; Allain, 2019a). Dans les cas d'étude présentés, marqués par le contexte conflictuel lié aux tensions locales que le modèle extractif génère, le recours au référendum ne constitue pas un moyen d'apaiser ou d'éviter les conflits, et s'inscrit dans la mobilisation contestataire plutôt qu'il ne s'y oppose. La contestation et la participation à un dispositif participatif tel que le référendum d'initiative citoyenne sont donc complémentaires. C'est la mobilisation sociale qui réunit des acteurs sociaux divers opposés à l'extractivisme et cette diversité donne lieu à des convergences discursives lors de la préparation du référendum. La tenue du référendum suscite en effet l'articulation des secteurs ruraux (paysans, populations liées à l'économie agricole et paysanne) et urbains (étudiants, mouvements écologistes, secteurs académiques), autour de la défense des ressources naturelles et du choix du mode de développement adéquat pour le territoire considéré. Les enjeux proprement paysans comme le manque d'accès aux terres sont incorporés à une défense plus large des usages du territoire local et des espaces affectés par l'économie extractive sur le plan environnemental, social et culturel. Les acteurs sont ainsi réunis autour de la revendication d'un environnement sain, du droit à la vie et de la protection de l'eau. Cela reflète l'imbrication des enjeux environnementaux, économiques et socioculturels construits par les coalitions multisectorielles qui ont ainsi réinterprété des conflits locaux.

Malgré les obstacles encore nombreux, sur le plan institutionnel et social, que rencontrent les promoteurs des référendums et en dépit des risques encourus par les opposants à l'extractivisme, il peut être pertinent de se pencher désormais sur les apprentissages issus de l'expérience militante. Selon C. Raventos (2014) qui étudie le référendum contre le traité de libre commerce avec les États-Unis au Costa Rica, l'expérience des participants est un apport en termes d'innovation des pratiques politiques : découvrir de nouvelles relations sociales, échanger au sujet d'expériences de mobilisation inspirantes, créer des alliances entre des secteurs sociaux d'ordinaire isolés ou fragmentés, vivre des débats en assistant à des réunions ou des activités culturelles ou encore tisser de nouveaux réseaux de confiance, y compris sur le plan international (Walter & Urkidi, 2015), sont quelques aspects majeurs de l'apprentissage de la participation. Ils sont loin d'être anodins ou acquis,

dans un contexte comme celui de la Colombie, où les relations sociales au niveau microlocal restent fortement affectées par le conflit armé. Tout cela contribue à reconstituer des liens sociaux au-delà de la mobilisation elle-même et à promouvoir des modes d'action plus collectifs ou mieux coordonnés, en dépit des pressions adverses et de la forte polarisation qui traverse les communautés au niveau local.

Références

- Allain, M. (2019a). Conflictos y protestas socio-ambientales en Chile: Reflexiones metodológicas y resultados. *Revista de Sociología*, 34(1), 81-101. doi: 10.5354/0719-529X.2019.54271
- Allain, M. (2019b). Les jeux d'échelles de l'action collective : militantisme local et solidarité internationale dans les campagnes de Colombie. *Critique Internationale*, 82, 51-73.
- Arenas Gómez, J. C. (2020). Política y elecciones en Colombia, 2019. Una agenda de investigación sobre la reconfiguración del poder regional. *Estudios Políticos*, 59, 211-225. En ligne : <https://doi.org/10.17533/udea.espo.n59a09>
- Álvarez Vanegas, E., & Garzón Vergara, J.C (2016). *Votando por la paz. Entendiendo la ventaja del no*. Informe de la FIP, octubre de 2016.
- Barrero, F. (2013). *Abstencionismo electoral en Colombia: Una aproximación a sus causas*. Bogotá: Registraduría Nacional del Estado Civil, Centro de Estudios en Democracia y Asunto Electoral & Universidad Sergio Arboleda.
- Bherer, L., Dufour, P., & Montambeault, F. (2016). The participatory democracy turn: an introduction. *Journal of Civil Society*. Routledge, 12(3), 225-230. doi: 10.1080/17448689.2016.1216383
- Botia Flechas, C. J., & Preciado Beltrán, J. (2019). Resistencia comunitaria: Defensa del agua y del territorio en la cuenca del río Sumapaz, Colombia. *Perspectiva Geográfica*, 24(1), 13-34. doi: <https://doi.org/10.19053/01233769.8425>
- Bu Sao, D. (2019). (Faire) participer en tant qu'indigènes. Gouvernement et contestation dans les usages de la consultation en Amazonie – Pérou. *Participations*, 25, 33-58.
- Castro, F. (de), Hogenboom, B., & Baud, M. (Eds.), (2015). *Gobernanza ambiental en América latina* (1^o ed.). Buenos Aires : CLACSO-ENGOV
- Castro, I. N. (2020). *Vida, paz y territorio. La experiencia de Terrepaz en la región del Sumapaz*. Tesis de grado Bogotá, UN-Facultad de Educación, Licencia en educación comunitaria.
- CCJ-IEPRI-CINEP-UN. (2018). ¿Cuáles son los patrones? Asesinatos de líderes sociales en el post-acuerdo. Bogotá. En ligne : http://www.nocheyniebla.org/wp-content/uploads/u1/docs/cuales_son_los_patrones_final.pdf

- CINEP (2012). *Minería, conflictos sociales y violación de derechos humanos en Colombia*. Informe especial. Bogotá. En ligne : https://www.alainet.org/images/IE_CINEP_octubre_2012.pdf
- Dietz, K. (2018). Consultas populares mineras en Colombia: Condiciones de su realización y significados políticos. El caso de La Colosa. *Colombia Internacional*, 93, 93-117. doi: <https://dx.doi.org/10.7440/colombiaint93.2018.04>
- Fierro, J. (2012). La política minera en Colombia: la articulación y potenciación de conflictos alrededor de intereses privados. In C. Toro, J. Fierro, S. Coronado, & T. Roa (Eds.), *Minería, territorio y conflicto en Colombia* (pp. 179-212). Bogotá : Universidad Nacional de Colombia-Unijus-Podea & Censat Agua Viva.
- Filer, C., & Le Meur, P.-Y. (Eds.). (2017). *Large-scale mines and local level politics. Between New Caledonia and Papua New Guinea*. Australian University Press, 1-60. En ligne : <https://www.jstor.org/stable/j.ctt1x76gfk>
- Fuentes, A. (2012). Legislación minera en Colombia y derechos sobre las tierras y los territorios. In C. Toro, J. Fierro, S. Coronado, & T. Roa (Eds.), *Minería, territorio y conflicto en Colombia* (pp. 215-232). Bogotá : Universidad Nacional de Colombia-Unijus-Podea & Censat Agua Viva.
- Fundación Ideas por la Paz (FIP). (2017). *Participación ciudadana en el pos-conflicto, recomendaciones para saldar una deuda histórica en Colombia*. Nota estratégica 3, Bogotá. En ligne : <http://www.ideaspaz.org/publications/posts/1542>
- Garavito, C. R., & Baquero, C.A (2020). *Conflictos socioambientales en América Latina*. Ciudad Autónoma de Buenos Aires: Siglo XXI Editores Argentina, 1ª ed.
- Garibay, D. (2015). Vingt-cinq ans après Porto Alegre, où en est (l'étude de) la démocratie participative en Amérique latine. *Participations*, 11, 7-52.
- Gaudichaud, F. Webber, J., & Modonesi, M. (Eds.). (2019). *Los gobiernos progresistas latinoamericanos del siglo XXI. Ensayos de interpretación histórica*, UNAM, México. En ligne : http://ciid.politicas.unam.mx/www/libros/gobiernos_progresistas_electronico.pdf
- Goirand, C. (2013). Participation institutionnalisée et action collective contestataire. *Revue internationale de politique comparée*, 20(4), 7-28.
- Grajales, J. (2017). *Gobernar en medio de la violencia. Estado y paramilitarismo en Colombia*. Bogotá : Editorial Universidad del Rosario.
- Gudynas, E. (2014). Conflictos y extractivismos: conceptos, contenidos y dinámicas. *Decursos, Revista en Ciencias Sociales*, 27-28, 79-115.
- Gudynas, E. (2010). Si eres tan progresista ¿por qué destruyes la naturaleza? Neoextractivismo, izquierda y alternativas. *Ecuador Debate*, 61-82.
- Gutiérrez, F. (Ed.) (2018). *¿Qué hacer con el tierrero? Tierra, territorio y paz sostenible*. Bogotá : Ed. Universidad del Rosario.
- Gutiérrez, F. & Zuluaga, P. (2012). Hacia un país minero: retos para el sistema político y el Estado. *Nueva Sociedad*, 231, 96-114.

- Hernández, J.C., & Echeverri, L.M. (2018). Democracia electoral en Colombia desde una visión de competencia. *Revista El Ágora USB*, 18(2), 496-511. doi: <http://dx.doi.org/10.21500/16578031.3829>
- Hincapié, S. (2017). Entre el extractivismo y la defensa de la democracia. Mecanismos de democracia directa en conflictos socio-ambientales de América Latina. *Revista de pensament i anàlisi (Recerca)*, 21, 37-61. doi: <http://dx.doi.org/10.6035/Recerca.2017.21.3>
- Huerta, M.A., Beltrán M., Jaramillo M., Molina Meza J., Puente Alcaraz J., & Pressacco Chávez C. (2000). *Descentralización, municipio y participación ciudadana: Chile, Colombia y Guatemala*. Bogotá : Centro Editorial Javeriano.
- International Crisis Group (ICG). (2019). *Tranquilizar el pacífico tormentoso : violencia y gobernanza en la Costa de Colombia*. Report 76 (AL). En ligne : <https://www.crisisgroup.org/es/latin-america-caribbean/andes/colombia/076-calming-restless-pacific-violence-and-crime-colombias-coast>
- Jaramillo, J., Parrado, E., & Edson, W. (2019). Geografías violentadas y experiencias de reexistencia. El caso de Buenaventura. *Iconos*, 23(64), 111-136.
- Johnston H. (2002). Verification and proof in frame and discourse analysis. In B. Klandermans & S. Staggenborg (Eds.). *Methods of social movement research* (pp. 62-91). Minnesota : The University of Minnesota Press.
- Le Gouill C. (2017). Les « communs » à l'épreuve de l'activité minière. Le cas du projet Constancia au Pérou. *Critique Internationale*, 77, 2017, 57-79.
- Linares, S. & Welp, Y. (2019). *La Iniciativa Ciudadana de Referéndum: lineamientos para su reforma*. Documento de trabajo, 14. México : Observatorio de Reformas Políticas en América Latina, IJ-UNAM, Organización de los Estados Americanos (OEA).
- Lissidini, A., Welp, Y., & Zovatto, D. (2014). *Democracias en movimiento. Mecanismos de democracia directa y participativa en América Latina*. (1^o ed.) México : UNAM-IDEA.
- Lissidini, A. (2015). Democracia directa en América Latina: avances, contradicciones y desafíos. In A. Minnaert & G. Endara (Eds.), *Democracia participativa e izquierdas. Logros, contradicciones y desafíos* (pp. 120-189). Quito : Fes-Ildis.
- Massal, J. (2019). *Les référendums populaires contre les projets extractivistes en Colombie (2017-2018) : un improbable succès de mobilisation locale*. Communication, ST2 « Les conflits de l'extractivisme », au Congrès de Science Politique de l'AFSP, Bordeaux, 2-4 juillet.
- Neveu C. (2011). Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? *Participations*, 1, 186-209.
- Ollitrault S. (1996). Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française. *Politix*, 9(36), 141-162. doi : <https://doi.org/10.3406/polix.1996.1983>
- Raventos C. (2014). Democracia directa en Costa Rica : el referendo sobre el Tratado de libre Comercio. In A. Lissidini, Y. Welp, Y., & D. Zovatto.

- Democracias en movimiento. Mecanismos de democracia directa y participativa en América Latina* (1^e ed.) (pp. 167-194). México : UNAM-IDEA.
- Roa, T., & Roa, M.C. (Eds.). (2017). *Como el agua y el aceite: conflictos socio-ambientales por la explotación petrolera*. Bogotá : Censat Agua Viva & Oxfam.
- Romero, N., & Cortes, X. (2020). *Abstencionismo electoral y el voto obligatorio en Colombia: ¿una herramienta jurídica viable?* Tesis de grado, Universidad Santo Tomás/Villavicencio, Facultad de derecho.
- Saade, M. (2013). *Desarrollo minero y conflictos socio-ambientales*. Santiago du Chili : UN/CEPAL.
- Sánchez-Vásquez, L., & Leifsen, E. (2019). Resistencia antiminera en espacios formales de gobernanza: el caso de CASCOMI en Ecuador. *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, 108, 65-86.
- Snow, D.A., & Benford, R. D. (1988). Ideology, frame resonance and participant mobilization. *From structure to action, comparing social movements across cultures, Review International Social Movement Research*, 1, 197-217.
- Snow, D.A., & Trom, D. (2002). The case study and the study of social movement. In B. Klandermans & S. Staggenborg (Eds.), *Methods of social movement research* (pp. 146-172). Minesotta : The University Minesotta Press.
- Svampa, M. (2019). *Las fronteras del neoextractivismo en América Latina: conflictos socio-ambientales, giro eco-territorial y nuevas dependencias*. Alemania & México: CALAS- U.Guadalajara. En ligne : http://calas.lat/sites/default/files/svampa_neoextractivismo.pdf
- Toro, C., Fierro, J., Coronado, S., & Roa, T. (2012). *Minería, territorio y conflicto en Colombia*. Bogotá : Universidad Nacional de Colombia-Unijus-Podea & Censat Agua Viva.
- Ulloa, A. & Coronado, S. (2016). *Extractivismos y posconflicto en Colombia: retos para la paz territorial* (1^e ed.). Bogotá: UN-Facultad de Ciencias Humanas & CINEP-Programa por la Paz.
- Vallejo, I., Zamora, G., & Sacher, W. (2019). Despojo, segregación social del territorio y resistencia. *Iconos*, 64, 11-32.
- Velásquez, F. & González, E. (2003). *¿Qué ha pasado con la participación ciudadana en Colombia?* Bogotá : Ed. Fundación Corona.
- Walter M. & Urkidi L. (2015). Consultas comunitarias. Respuestas a la minería a gran escala en América latina. In F. de Castro, B. Hogenboom, & M. Baud (Eds.), *Gobernanza ambiental en América latina* (pp. 331-372). Buenos Aires : CLACSO-ENGOV, 1^e ed.
- Zovatto, D. (2014). Las instituciones de la democracia abierta. In A. Lissidini, Y Welp, Y., & D. Zovatto (Eds.), *Democracias en movimiento. Mecanismos de democracia directa y participativa en América Latina* (1^e ed.) (pp. 13-70). México : UNAM-IDEA.

Ressources en ligne

Textes de lois et sentences de la Cour constitutionnelle

Loi 1757 (2015) : http://www.secretariasenado.gov.co/senado/basedoc/ley_1757_2015.html (consulté le 28 février 2020).

Sentence T-445/16T, C.C, 19-12-2016 : <http://www.corteconstitucional.gov.co/relatoria/2016/t-445-16.htm> (consultée le 25 mars 2020).

Loi 1757 (2015) : http://www.secretariasenado.gov.co/senado/basedoc/ley_1757_2015.html, consultée le 28 février 2020.

Analyses proposées par Dejusticia (UN) :

« Solicitud de nulidad interpuesta contra la sentencia SU-095 de 2018 » : <https://www.dejusticia.org/solicitamos-la-anulacion-de-la-sentencia-que-limpone-limites-a-las-consultas-populares/>, consultée le 25 mars 2020.

« Intervención ciudadana del Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad en el proceso de constitucionalidad D-0012311 que revisa la demanda interpuesta por G.F. Reyes González contra el artículo 33 de la Ley 136 de 1994 » (23 février 2018) (consultée le 25 mars 2020). <https://www.dejusticia.org/nuestros-temas/justicia-ambiental/litigios-justicia-ambiental/page/2/>

Recours juridiques des entreprises privées à l'encontre de certains référendums organisés ou prévus, dont : <https://www.dejusticia.org/nuestros-temas/justicia-ambiental/litigios-justicia-ambiental/page/2/> (consulté le 25 mars 2020).

EJA/ Atlas de la Justice Environnementale (par pays) : <http://ejatlas.org/country/colombia>

Observatoire des conflits socio-environnementaux (OCA), IDEA-UN (Bogota): (liste de rapports) <http://oca.unal.edu.co/index.html> <http://oca.unal.edu.co/investigacion/investiga.html>

CETRI : Thomas Frédéric: Colombie : enjeux et tensions autour des consultations populaires, CETRI, 10-01-2019 : <https://www.cetri.be/Colombie-enjeux-et-tensions-autour>

Global Witness : *Ennemis de l'État ?* (rapport, juillet 2019) : file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/Enemigos_del_Estado_ZjmrXWS.pdf

Presse (par ordre chronologique décroissant)

AngloGold Ashanti Vulnera Derechos de Niñas, Niños y Jóvenes en Jericó (consulté le 16 avril 2020) : <http://coaterrioriosagrado.org/anglogold-ashanti/?fbclid=IwAR2h89f9URxfb-goimSnr2rNggCtyzzSBATivrcPP1M91xKTDmVwc4QZmnQ>

OCA/IDEA: Los peligros comprobados del *fracking*, *UN-Periódico* (26-03-2019): http://unperiodico.unal.edu.co/pages/detail/los-peligros-comprobados-del-fracking/?fbclid=IwAR3bLQR79ufjd7DG-D_U6Llkj2y5VNii9SrTIUmaciS4gCOXYkubehZfjA

Terrepaz (UN) : El futuro de las consultas populares (15-03-2019) : <https://www.asuntoslegales.com.co/consultorio/el-futuro-de-las-consultas-populares-2839977>

Corte Constitucional deja sin piso jurídico futuras consultas populares, *Contagio Radio* (14-02-2019): http://www.contagioradio.com/corte-constitucional-deja-sin-piso-juridico-futuras-consultas-populares-articulo-61754/?fbclid=IwAR3XJhkA6RdDIAXC3eaql1Cbi0s1DYbiZUJe_5D5-yMXo20a1FEu0m-rq5E

Fusagasugá, otro municipio que se prepara para decidir sobre minería con una consulta popular, *El Espectador* (1-10-2018): <https://www.elespectador.com/noticias/medio-ambiente/fusagasuga-otro-municipio-que-se-prepara-para-decidir-sobre-mineria-con-una-consulta-popular-articulo-815622>

Fusagasugá (Cundinamarca) le dijo No al petróleo y la minería, *El Espectador* (21-10-2018): <https://www.elespectador.com/noticias/medio-ambiente/fusagasuga-cundinamarca-le-dijo-no-al-petroleo-y-la-mineria-articulo-819245>

En Cumaral alistan protestas en rechazo a decisión de la Corte, *El Tiempo* (12-10-2018): <https://www.eltiempo.com/colombia/ambientalistas-de-cumaral-responden-a-desicion-de-la-corte-sobre-consultas-populares-280450>

El regreso de las consultas populares: *El Espectador* (24-09-2018): <https://www.elespectador.com/noticias/judicial/el-regreso-de-las-consultas-populares-articulo-814187>

La Colosa :

Sitio Web: <http://www.semillas.org.co/es/la-colosa-proyecto-de-miner>

Registraduría Nacional del Estado Civil (2017): “Habitantes de Cajamarca (Tolima) dijeron no a la ejecución de proyectos y actividades mineras en este municipio”. Comunicado de prensa. (Consulté le 7 mai 2019) : <https://www.registraduria.gov.co/Habitantes-de-Cajamarca-Tolima,23943.html>

Observatorio de Conflictos Ambientales, OCA (2017), “Minería de oro La Colosa: Análisis, Dinámica de actores y acciones” (informe): <http://oca.unal.edu.co/docs/Colosa/1%20ActAcc%20Colosa%2003%2001%202017.pdf>